

10

PRINCIPAUTE DE MONACO

=====

**INTERVENTION DE
S.E.M. BERNARD FAUTRIER
MINISTRE PLENIPOTENTIAIRE
CHARGE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE
POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT**

=====

**4^{ME} SESSION DE LA CONFERENCE DES PARTIES
A LA CONVENTION CADRE
SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

**BUENOS AIRES - ARGENTINE
DU 2 AU 13 NOVEMBRE 1998**

=====

Monsieur le Président,

Comme tout le monde le sait, je pense, Monaco est un très petit pays dont la part dans les émissions globales de gaz à effet de serre est infime. Cela ne nous a pas empêché de nous considérer, dès l'origine, comme très concernés par les processus engagés à Rio en 1992 pour la sauvegarde de l'avenir commun de notre planète et, en particulier, par ceux destinés à stabiliser les émissions de gaz à effet de serre.

Il s'agissait, en effet, alors simplement de stabiliser pour les pays développés, mais que nous soyons grands ou petits comme nous le sommes, nous avons très vite constaté non seulement que la tendance n'était pas à une stabilisation, notamment dans les économies développées, mais aussi que le réchauffement consécutif aux émissions commençait à être perceptible avec des conséquences immédiates et surtout de sombres perspectives pour les générations futures.

C'est pourquoi Monaco s'est, avec d'autres pays développés ; mais aussi en transition, engagé dans le processus du Mandat de Berlin qui a abouti au Protocole de Kyoto.

Aujourd'hui, nous espérons, alors que 59 pays ont dès à présent signé le protocole de Kyoto, que notre réunion de Buenos Aires nous permettrait non seulement d'en clarifier certains points qui le mériteraient, mais aussi et surtout que l'espoir né l'an dernier se concrétiserait de toutes parts, par de claires manifestations de volonté politique d'adhérer à des orientations destinées à sauvegarder l'avenir à long terme.

.../...

Force est de constater que jusqu'à ce jour, nos espoirs ont été déçus. L'initiative responsable raisonnable et non contraignante de l'Argentine a été rejetée avec vigueur par la majorité des pays en développement, dont on peut légitimement comprendre que la préoccupation prioritaire soit d'assurer leur croissance économique. Mais cette croissance pourra-t-elle être durable si elle se fait au détriment des équilibres environnementaux ? Les exemples passés de catastrophes écologiques consécutives à une volonté d'industrialisation à tout prix ne devraient-ils pas inciter à tenir d'avantage compte de la nécessité pour tous d'observer certaines mesures de bonne conduite et donc de s'engager résolument dans toute initiative conduisant à des réductions des émissions anthropiques, d'autant qu'il est désormais clair qu'à moyen terme certains de ces pays seront au nombre des plus gros émetteurs ?

D'un autre côté, ne faut-il pas marquer sa préoccupation lorsque certains des plus gros émetteurs actuels de gaz à effet de serre subordonnent leur engagement dans le processus arrêté à Kyoto, à des manifestations concrètes d'efforts des pays en développement ? A ce stade et si des évolutions significatives n'intervenaient pas, il peut y avoir lieu de craindre que le protocole de Kyoto ne soit finalement un enfant mort né ; et ce, sans doute avec les conséquences dommageables que l'on peut imaginer.

Pour sa part, Monaco, au sein du vieux continent européen, qui semble finalement parmi les plus motivés et les plus sensibles aux problèmes des changements climatiques, sera résolu à atteindre les objectifs fixés à Kyoto pour la période 2008-2012 et ce même si il nous faut reconnaître que l'évolution des émissions dans la première partie de la décennie, n'a pas été, comme nous l'aurions souhaité, dans le sens des obligations de la Convention.

Mais il nous faut aussi souligner que notre niveau d'émission en équivalent CO₂ par personne est, avec 4,25 tonnes/habitant, très faible, pour un pays de l'Annexe B. A cet égard, nous nous félicitons de ce que la Conférence ait accepté de poursuivre, à sa prochaine Session, l'examen de la proposition de l'Islande concernant la situation des parties pour lesquelles des projets individuels auraient un impact proportionnel important sur les émissions au cours de la période d'engagement.

Il s'agit pour nous, Monsieur le Président, d'assurer notre part très modeste dans un processus qui ne peut être que Mondial et de le faire principalement par des mesures positives à Monaco même, telle que celles déjà prises en matière de circulation d'incitation à l'usage du véhicule électrique ou qui le seront prochainement dans le domaine du traitement des déchets ou de l'utilisation de nouvelles sources d'énergies pour le chauffage.

Mais il s'agit aussi pour nous d'utiliser, à titre accessoire, les mécanismes prévus par la Convention et le Protocole, que ce soit aujourd'hui, dans le cadre d'activités exécutées conjointement à l'occasion d'une coopération internationale déjà engagée en particulier dans le domaine du reboisement et de la foresterie ; ou demain lorsque le protocole de Kyoto sera entré en vigueur au sein des mécanismes de développement propre, voire de ceux d'échange de droits d'émissions.

En conclusion, Monsieur le Président, je forme le souhait qu'au-delà des positions parfois un peu rigides qui ont pu être constatées ici, le processus d'action pour la stabilisation puis la limitation des émissions de gaz à effet de serre puisse être pris en compte par tous, afin d'épargner aux générations futures les conséquences néfastes de notre insuffisante efficacité dans un domaine qui est inéluctablement planétaire.

* * *